1989 - 2019, "LOST IN TRANSITION"

Par Marc-Olivier Padis

9 NOVEMBRE 2019

1989-2019, « Lost in Transition »

Marc-OlivierPadis,

Directeur des études à Terra Nova

9 novembre 2019

INTRODUCTION

A l'occasion du trentième anniversaire de la « Chute du mur », une impression de désenchantement traverse le continent européen réunifié. La montée des populismes, le désarroi des partis politiques traditionnels, le discrédit des élites dessinent un paysage politique tout opposé à l'optimisme historique qui marquait la fin des années 1980 et le début de la décennie 1990. Les frontières sont de retour en Europe et les égoïsmes nationaux s'affirment au détriment de la solidarité européenne. Comment comprendre ce renversement de perspectives ?

Après trente ans, l'heure est à la relecture critique du récit qui s'était imposé lors de l'ouverture des pays du bloc soviétique. Une part de précipitation et une bonne dose de condescendance avaient conduit à interpréter 1989 comme la victoire des principes libéraux et de l'économie de marché sur les « démocraties populaires » et l'économie dirigée. Après la crise économique de 2008 et l'affirmation des pouvoirs autoritaires, le modèle européen est aujourd'hui mis en cause et a perdu de son attractivité. Mais si le récit de 1989 se révèle rétrospectivement irénique et téméraire, pourquoi et comment s'est-il imposé ? Avons-nous vécu une parenthèse optimiste dans les années 1990 ? Et faut-il pour autant s'en remettre aux récits alternatifs qui affirment que nous entrons désormais dans un nouveau moment « illibéral » ?

Dans un discours prononcé en 2017, le président hongrois Victor Orban a déclaré : « Il y a vingt-sept ans, ici, en Europe centrale, nous pensions que l'Europe était notre avenir ; à présent, nous sentons que nous représentons l'avenir de l'Europe ». Le chef de file des populistes européens a-t-il raison ? Sommes-nous passés, en trente ans, à la surenchère nationaliste et à la « démocratie illibérale » ? Que s'est-il passé ?

Spécialiste de l'histoire de l'Europe central, Timothy Garton Ash surenchérit : « Lors du dixième anniversaire de 1989, au tournant du millénaire, nous pouvions célébrer à la fois le triomphe des révolutions de velours et les rapides progrès qui en étaient sortis. Pour le vingtième anniversaire, en 2009, les pays d'Europe centrale étaient devenus à la fois membres de l'Union européenne et de l'Otan et l'on décrivait la Hongrie comme une « démocratie solide ». Pour le trentième anniversaire, au contraire, on se demande avec consternation : ″Pourquoi les choses ont-elles mal tourné ?″ »[1].

De fait, la géographie idéologique européenne a changé. Quand elle l'emprise soviétique sur les pays d'Europe centrale s'est effondrée, l'Europe s'est réunifiée en supposant que les valeurs libérales de l'Ouest allaient naturellement irriguer les nouvelles démocraties de l'Est. Il n'était d'ailleurs pas absurde d'interpréter ainsi leur demande d'adhésion à l'UE. On pouvait même créditer les dissidents de l'Est d'avoir défendu dans l'adversité des valeurs trop négligées dans les démocraties consuméristes apaisées de l'Ouest : trop familières, trop abstraites, figées par les discours officiels, les valeurs libérales et démocratiques proclamées dans les déclarations des droits du citoyen semblaient à la fois convenues et bien peu dérangeantes. Voir des héros de la dissidence comme Vaclav Havel, Adam Michnik ou Bronislaw Geremek accepter d'aller en prison pour le droit syndical ou la liberté de publier restait une source d'étonnement à l'Ouest. La flamme vacillante de la liberté était réapparue là où ne s'y attendait pas : sur les chantiers navals de Gdansk ou dans les églises protestantes de Dresde… Mieux encore : des mouvements civiques au départ très minoritaires et systématiquement réprimés se montraient capables, à force d'obstination, de mobiliser des foules grandissantes, de redonner vie à des sociétés civiles privées de moyen d'expression, et même de déstabiliser des régimes politiques qui semblaient inébranlables. Le système de surveillance systématique de la population n'avait donc pas éteint le désir de liberté, malgré l'étau de la peur et les privations de la vie quotidienne.

[1] Timothy Garton Ash, « Time for a New Liberation ? », *The New York Review of Books*, October 24, 2019. https://www.nybooks.com/articles/2019/10/24/time-for-new-liberation/

Parler des droits individuels pouvait donc déstabiliser un pouvoir ? Et amorcer une transition pacifique ? La « révolution de velours », obtenue sans violence comme son nom l'indique, et même dans une forme de fête insouciante, semblait attester tranquillement la supériorité de ce modèle solidement établi sur son trépied : les Droits de l'homme comme charte de tout ordre politique, la souveraineté du peuple exprimée par des élections libres, l'Etat de droit appuyé par l'indépendance de la justice. Ce « triomphe », cependant, recelait de nombreuses incertitudes.

Il devait tout d'abord beaucoup à deux forces empiriques, capables de répondre à des attentes vitales des populations. Pouvait-on l'oublier ? La pacification des sociétés européennes était incontestablement apportée par l'ordre politique libéral mais aussi par la prospérité économique et les charmes de la société de consommation. Les premiers Allemands de l'Est qui passaient la frontière se contentaient souvent de faire un tour dans les supermarchés de l'Ouest avant de rentrer chez eux. Aujourd'hui encore, les consommateurs polonais se plaignent amèrement de ne pas trouver dans leurs magasins les mêmes produits que ceux qu'ils peuvent acheter quand ils traversent la frontière de l'Oder.

D'autre part, le sentiment de sécurité n'était pas seulement donné par des instituions justes et des élections équitables, il était aussi établi par une alliance militaire garantie par les Etats-Unis. Aussi la première demande des pays émancipés de la tutelle soviétique fut-elle, après le départ de l'Armée rouge, de rejoindre l'Otan. Les citoyens est-européens se souvenaient avec lucidité des insurrections civiques de Berlin en 1953, Budapest en 1956, Prague en 1968 et Varsovie en 1981…, toutes réprimées par l'arrivée des chars « libérateurs » des « pays frères ».

Le triomphe idéologique, de ce fait, n'était pas si arrogant qu'on le dit aujourd'hui. Les pays européens observaient avec une surprise mêlée d'inquiétude le lent effondrement du bloc soviétique. Il n'était guère question d'ouvrir rapidement les portes européennes. La France, en particulier, avait du mal à retrouver ses coordonnées dans cette nouvelle géopolitique. Elle avait gagné un rôle particulier dans la Guerre froide : l'Allemagne était divisée, la politique gaulliste avait doté l'Hexagone d'une forme d'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis, Paris avait le sentiment de piloter la construction européenne, dans laquelle elle voyait une compensation de la décolonisation. La France avait en revanche beaucoup à

perdre dans une Europe réunifiée : le centre de gravité du continent se déplaçait vers l'Est, ce qui allait favoriser une Allemagne qui devenait le point central et le point d'équilibre de l'Europe. Comme l'a brutalement résumé l'expert américain de la politique étrangère Zbigniew Brzezinski : la fin de la Guerre froide a fait deux vainqueurs, les Etats-Unis et l'Allemagne, et deux vaincus, la France et la Russie[2]. C'est d'ailleurs en France que l'élargissement de l'UE aux pays de l'Est a été – et reste – le plus impopulaire. Le referendum sur le traité de Maastricht puis le rejet du projet de traité constitutionnel européen (TCE) portent les marques de ce profond refus français de l'élargissement, de la nouvelle géographie de l'Europe, de la montée en puissance de l'Allemagne et du recul symétrique de l'influence française sur le processus européen.

Les dissidents est-européens, enfin, ne parlaient pas davantage de victoire libérale. Leur heure était venue mais, vaccinés contre toutes les idéologies, ils revendiquaient avant tout une « vie normale dans un pays normal ». Ils théorisaient, contre la propagande communiste des grands leaders et de l'avenir radieux, une révolution sans utopie[3]. Ils observaient aussi les défauts des sociétés de l'Ouest, où la plupart ne voyaient qu'un système consumériste. Un Vaclav Havel ne cessait de développer une forme de pessimisme culturel sur l'avenir de l'Europe, son manque d'élan et d'idéal. Les premières élections libres donnaient, par un anticommunisme virulent, de larges majorités aux partis conservateurs. Surtout, d'inquiétants échos nationalistes se développaient en d'immaîtrisables conflits ethniques qui allaient provoquer, à l'encontre du modèle multinational de la « *Mitteleuropa* » qu'on croyait redécouvrir, la dislocation, dans la douleur, de la Yougoslavie et, de manière moins furieuse, de la Tchécoslovaquie.

Ce retour de la guerre sur le continent européen rappelait que la question de la souveraineté allait se poser dans de nouveaux termes. Jusqu'alors, le projet européen était compris, par les plus fédéralistes, comme un objectif post-national. Pourtant, les pays qui s'émancipaient de la tutelle soviétique ne voulaient rien d'autre que retrouver leur indépendance nationale. Pour eux, l'entrée dans l'Europe ne valait pas adhésion à un objectif de dépassement des nationalismes, comme le rapprochement franco-allemand semblait l'indiquer. Au contraire, c'est en entrant dans l'UE qu'ils assuraient le retour de leur

[2] Cité par Pierre Hassner, « Une révolution aux lendemains difficiles », *Esprit*, octobre 2009, p. 70.

[3] Ivan Krastev et Stephen Holmes, « How Liberalism Became 'the God that Failed' in Eastern Europe », *The Guardian*, 25 octobre 2019, https://www.theguardian.com/world/2019/oct/24/western-liberalism-failed-post-communist-eastern-europe

pleine souveraineté. L'Allemagne elle-même a changé à ce moment-là son rapport au projet européen. Elle s'y était engagée alors qu'elle était divisée. Une fois réunifiée, qu'attendait-elle de l'Europe ? Elle pouvait enfin achever sa normalisation, son « long chemin vers l'Ouest », selon l'expression de l'historien allemand Heinrich-August Winkler, et prendre toute sa place au centre du continent sans inquiéter ses voisins – une équation qui était apparue insoluble depuis le XIXe siècle. Même si elle n'assume pas complètement les responsabilités, en particulier géopolitiques, liées à son statut de puissance européenne, l'Allemagne est désormais, comme les autres Etats d'Europe centrale, un Etat pleinement souverain grâce à l'Europe. Mais il n'était guère question pour les pays émancipés de la tutelle soviétique de « dépassement national » ni même de « dépassement des égoïsmes nationaux » à travers le projet européen.

Le récit de 1989 n'est donc pas seul en cause. La manière dont le processus de réunification du continent s'est déroulé a aussi été mal vécu par les pays « de l'Est ». Il est vrai que l'intégration dans l'Union européenne s'est faite par un processus d'assimilation des règles de fonctionnement européennes que les nouveaux entrants ont dû adopter en bloc. Ce qui a nourri une forme de ressentiment contre l'« emprise » de Bruxelles et une modernisation imposée sans vrai débat politique. La modernisation s'est réduite à une imitation de l'Ouest et l'intégration s'est faite par assimilation[4]. De même l'Allemagne s'est-elle réunifiée sans changer sa Loi fondamentale, à l'encontre de ce que demandaient les partis de gauche de la République fédérale, ce qui pouvait passer pour une absorption de l'Est par l'Ouest. Mais les citoyens de l'Est n'acceptaient-ils pas en même temps le *Deutschemark* échangé à parité avec la monnaie dépréciée d'un pays en faillite ?

Toujours est-il que la rigidité procédurale de l'intégration européenne peut expliquer en partie le ressentiment actuel de certains pays de l'Est. Tel est en tous cas le discours développé officiellement à Budapest et à Varsovie : il s'agit d'un combat politique pour la dignité trop longtemps bafouée d'Européens qui se sentent considérés comme des citoyens de second rang. En tenant tête à Bruxelles, en particulier en refusant brutalement en 2015 les quotas de répartition des réfugiés négociés au niveau européen, le groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie) aurait enfin répondu à des années de mépris de l'Ouest. Une partie de la population, en prise avec les difficultés économiques, pourrait entendre dans cette demande de reconnaissance un écho de son propre sentiment

[4] Ivan Krastev et Stephen Holmes, article cité.

d'être méprisée par les élites urbaines européanisées. Plutôt que les recettes néo-libérales imposées depuis des années au nom de la convergence européenne, Orban et Kaczynski promeuvent maintenant une redistribution sociale plus généreuse, tournée en particulier vers une politique familiale nataliste.

Mais leur vision politique va plus loin et se donne désormais comme un contre-discours global : la transition démocratique n'aurait pas porté ses promesses, les électeurs préféreraient des leaders forts, l'ouverture économique n'aurait pas apporté la prospérité promise et l'entrée dans l'Europe aurait généré un euroscepticisme généralisé. Ce panorama exagérément sombre tire une partie de sa force du changement de contexte global. L'optimisme libéral est battu en brèche en raison d'évolutions géopolitiques qui dépassent largement le cadre européen.

Le monde est plus volatil et instable, le multilatéralisme est paralysé, de nouvelles puissances ont émergé. La Guerre froide était un système bipolaire stable vu du centre, car les conflits étaient rejetés à la périphérie. Après 1989, le monde est temporairement devenu unipolaire, les Etats-Unis paraissaient le seul gendarme du monde. Mais l'« hyperpuissance » américaine n'a pas duré. Fatalement touchés le 11 septembre 2001, les Etats-Unis ont fait les mauvais choix, ont engagé une guerre sans perspective en Irak, ont divisé leurs alliés, présumé de leur force, donné consistance à la rhétorique de la « guerre des civilisations » et déclenché un mouvement de repli domestique dont Donald Trump est l'expression caricaturale. Parallèlement, des forces terroristes hétérogènes se revendiquant de l'islam ont levé le drapeau de l'anti-occidentalisme et montré leur capacité à frapper en tous points du globe, jusque dans le cœur des capitales européennes. Pour autant, une « guerre globale contre le terrorisme » ne peut servir de nouveau cadre stratégique de sécurité et sert de prétexte, en Russie et en Chine, à des répressions violentes des minorités (Ouïghours en Chine, notamment). Malgré des traités internationaux, les puissances occidentales n'ont pas été capables d'empêcher le retour de l'usage offensif des armes chimiques en Syrie. Même une alliance comme l'Otan n'est plus sûre de son avenir et se révèle incapable de prévenir les actions unilatérales et aventureuses de certains de ses membres comme la Turquie. Sans grandes puissances dominantes, sans alliances sûres, sans système multilatéral efficace, quels outils peut-on mobiliser pour régler sans violence les conflits internationaux ? La crise financière de 2008 a en outre révélé le potentiel autodestructeur de notre régime de croissance,

l'impréparation des organismes de contrôle et l'impuissance des autorités politiques. Simultanément, on prend conscience de devoir faire face collectivement à des défis inédits et globaux, comme le réchauffement climatique, sans disposer des outils de coopération adéquats.

Incontestablement, les discours populistes autoritaires captent un air du temps, la peur du lendemain, l'appréhension d'un monde ouvert. Ils transforment un *backlash* culturel en projet politique. Mais faut-il prendre ce discours au pied de la lettre et l'accepter comme un diagnostic général ? Il s'inscrit aussi dans un contexte historique et au sein de rapports de force politiques nationaux qu'on ne peut ignorer.

Deux problèmes dominent les nouveaux pays membres de l'Europe, et divisent profondément les opinions. Le premier concerne les migrations et explique que le conflit le plus récent avec Bruxelles ait émergé au moment de la crise des réfugiés. Comment en effet expliquer la crainte massive de l'émigration dans des pays comme la Hongrie où l'on dénombre 151 100 ressortissants étrangers (1,5% de la population) en 2017, la plupart d'entre eux étant d'ailleurs des personnes d'origine hongroise venues des pays limitrophes ? La préoccupation des pouvoirs en place porte en réalité sur le mouvement inverse. Ce qui bouleverse les équilibres de ces pays, ce sont les départs massifs de population : dans les trente dernières années, le solde migratoire cumulé de tous les pays de la région est négatif et dépasse 10% de la population, avec des pointes sans précédent en temps de paix en Bulgarie, qui a perdu un cinquième (20%) de sa population, ou dans les *Länder* de l'ancienne Allemagne de l'Est ont perdu 1,9 millions d'habitants (sur 16,6)[5]. Le départ des jeunes, souvent diplômés, représente une double peine pour ces pays : l'argent investi dans leur formation profite à d'autres, l'énergie qu'ils auraient pu consacrer à leur pays est perdue. Ceux qui restent ont le sentiment que les opportunités sont à l'extérieur, que leur avenir est bouché, qu'ils sont oubliés du monde. Leur vote se porte alors vers les discours autoritaires, tandis que les partis libéraux et progressistes sont affaiblis par le départ à l'étranger de leur électorat naturel. Le lien entre le départ des jeunes et l'augmentation du vote pour les partis populistes s'observe à l'échelle locale dans ces pays aussi bien que dans l'ex-Allemagne de l'Est[6]. Avec ses outrances, l'offensive rhétorique menée par les

[5] Terra Nova publiera prochainement une note sur les migrations intra-européennes, qui mettra en particulier l'accent sur ces pays.

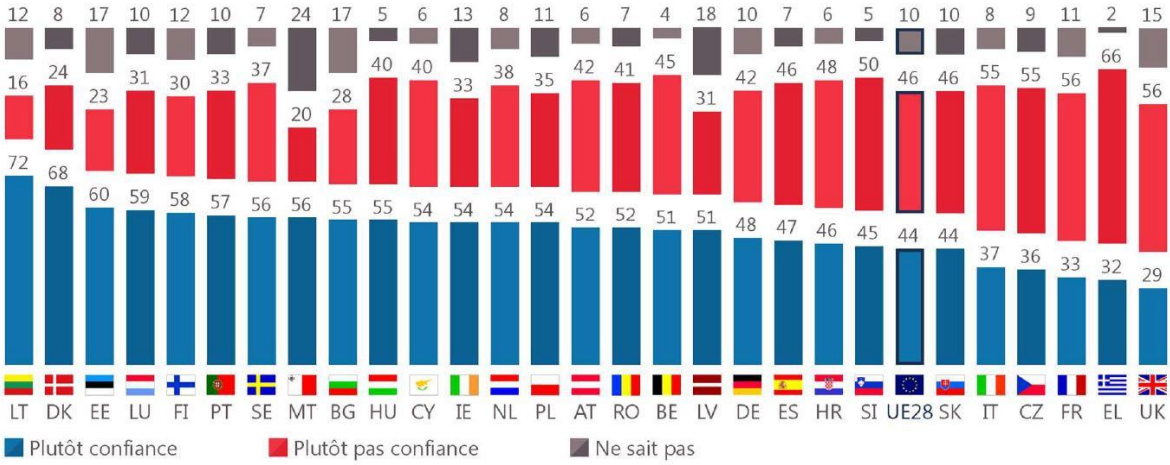
[6] Ivan Krastev, Le Destin de l'Europe. Une sensation de déjà vu, Paris, Premier Parallèle, 2017.

leaders hongrois et polonais contre l'Ouest décadent, menacé par l'islam et la libéralisation des mœurs adresse aussi un message à ces jeunes candidats au départ pour essayer de les dissuader de quitter leur pays d'origine. Le discours populiste vise à la fois ceux qui sont amers de n'avoir pas pu partir et qui se sentent privés d'opportunités, et ceux qui voudraient partir, en agitant l'image d'une Europe repoussante.

Comme en 1989, finalement, la population vote d'abord avec ses pieds et part… à l'Ouest, quoi qu'en disent les discours officiels. Car l'Europe reste populaire dans les pays « nouveaux membres », malgré la rhétorique anti-bruxelloise de certains gouvernements. L'optimisme vis-à-vis du projet européen est beaucoup plus marqué en Pologne (74%) qu'en France (50%). Une majorité de citoyens fait confiance dans les institutions européennes en Bulgarie, Hongrie (55%), Pologne (54%), Roumanie (53%), des niveaux de confiance supérieurs à ceux enregistrés par les institutions nationales de chacun de ces Etats. L'image de l'Union s'améliore de manière continue depuis plusieurs années en Roumanie (60%, +8) et même en Hongrie (52%, +9)[7].

Niveau de confiance dans l'Union européenne

Question : Avez-vous plutôt confiance ou pas confiance dans l'Union européenne ?



[7] Eurobaromètre, printemps 2019.

L'autre grand sujet de ressentiment concerne les processus d'enrichissement. L'ouverture économique s'est souvent accompagnée d'une corruption insidieuse. Les opportunités économiques réelles de la mise en place de l'économie de marché n'ont pas profité à tous. Il n'en est pas seulement résulté une augmentation des inégalités mais aussi un sentiment d'arbitraire moral dans la réussite individuelle. Plus choquant, ce sont souvent d'anciens apparatchiks communistes qui se sont trouvés les mieux placés pour profiter de la privatisation de l'économie. Ainsi, Andrej Babis, le premier ministre tchèque actuel, deuxième fortune du pays, oligarque enrichi dans l'agrobusiness, est-il un ancien informateur de la police secrète. En Slovaquie, un oligarque enrichi par les privatisations, Marian Kocner, est soupçonné d'avoir fait pression depuis des années sur la justice de son pays et d'avoir fait assassiner un jeune journaliste qui enquêtait sur la corruption, Jan Kuciak, et sa compagne Martina Kusnirova[8]. En Hongrie, les proches du pouvoir profitent largement des subventions européennes, dans des réseaux affairistes mêlant liens personnels et proximité partisane[9]. Ce qui explique pourquoi Orban sait précisément « jusqu'où aller trop loin » dans sa critique des institutions européennes…

Si ce type de double discours peut intimider les Européens de l'Ouest, il ne trompe guère les populations locales. Aussi de nouveaux mouvements de mobilisations sont-ils en train de naître dans ces pays contre les pouvoirs autoritaires en place. Mobilisations en Pologne pour le droit des femmes, en Roumanie contre la corruption et le détournement des fonds européens... En juillet dernier, Prague a connu sa plus grande manifestation populaire depuis 1989, pour exiger la démission du Premier ministre Andrej Babis. Et la Slovaquie avait pris les devants un an plus tôt, avec d'énormes manifestations qui avaient suivi la mort du jeune journaliste Jan Kuciak. Dans la foulée, Zuzana Caputova, une jeune avocate anti-corruption, libérale et pro-européenne a été élue présidente de la République en mars 2019. Entrainée au cours des années 1990 dans une dérive autoritaire par Vladimir Meciar, un leader populiste avant l'heure, la Slovaquie a déjà connu la voie sur laquelle sont engagés la Pologne ou la Hongrie… Et elle est en train d'en revenir, au nom des valeurs

[8] « A Bratislava, la chute d'un caïd », *Le Monde*, 5 novembre 2019.

[9] « A l'Est, les dirigeants eurosceptiques accusés de s'enrichir grâce aux fonds européens », *Le Monde*, 19 mai 2019.

européennes. Tout comme les jeunes *millennials* qui manifestent à Prague se réclament de 1989 pour se libérer de la corruption et de l'emprise économique des oligarques[10].

Le pessimisme culturel est-il alors vraiment de mise ? Regardons une fois de plus vers ces pays proches qui, il y a trente ans, rappelaient qu'ils étaient aussi une part de l'histoire européenne. S'il est légitime de critiquer l'excès de formalisme bruxellois, s'il faut prévenir toute condescendance envers les « petits » pays, il ne faut pas pour autant prendre pour argent comptant la rhétorique offensive des populistes eurosceptiques. La « solidarité flexible » revendiquée par les pays de Visegrad à propos de la crise des réfugiés est contraire à l'esprit européen. La critique de l'indépendance de la justice est particulièrement inacceptable de la part de groupes affairistes soupçonnés de corruption. Bien sûr, la « thérapie de choc » de la transition et les ondes de choc de la crise de 2008 ont suscité un large malaise social et une légitime demande de protection. C'est précisément une raison de plus pour renforcer la solidarité européenne, qui n'est pas seulement financière. Et les institutions européennes doivent s'emparer plus fermement de la lutte contre la corruption et le détournement de ses fonds, et accompagner les efforts de la société civile pour l'éradiquer, sans quoi la confiance que les européens de l'Est placent en elle sera de nouveau déçu.

[10] C'est le sens du titre du reportage de Timothy Garton Ash, « Time for a New Liberation », article cité

terra nova

LE THINK TANK PROGRESSISTE

@TerraNovaThinkTank

@_Terra_Nova

Terra Nova- think tank